

Le fameux général Stœssel, le soi-disant héros de la défense de Port-Arthur, de même que l'amiral Nébogatoff, qui se fit battre à Tsou-Shima, et plusieurs autres généraux vaincus par les Japonais, ont été condamnés à mort par un conseil de guerre ; au moins seront-ils destitués et dégradés.

Les *catholiques*. La persécution séculaire, qui sévit en Russie contre le catholicisme, sembla devoir prendre fin en janvier 1907 par le rescrit du tsar, proclamant l'abolition des mesures restrictives contre l'Église romaine, la restitution des édifices du culte enlevés par l'État ; en un mot, la liberté de conscience et la paix religieuse.

Déjà une foule d'« orthodoxes » étaient revenus au catholicisme, notamment dans le diocèse de Vilna, sous l'impulsion donnée par Mgr de Ropp. Cet évêque, pour instruire son peuple, avait même fait venir des Pères Rédemptoristes de la Galicie, des religieux français et belges. Mais aussitôt après leur arrivée parut un décret qui les expulsait de l'empire, comme fauteurs de l'ordre public ; et pour punir Mgr de Ropp lui-même de son trop grand zèle et de la popularité qui l'avait fait élire député à la Douma, le gouvernement voulut obliger le Saint-Siège à le destituer. Rome ayant résisté à cette injonction, l'évêque fut chassé de son diocèse avec interdiction de séjourner même dans aucun diocèse de la Lithuanie et de la Pologne. Telle est la manière moscovite de pratiquer la liberté religieuse !

Et le principe des *nationalités*, qu'en fait-on ? Il est curieux d'apprendre que le peuple géorgien du Caucase avait demandé à la Conférence de La Haye « de peser sur le gouvernement russe pour l'obliger à rendre à la Géorgie l'autonomie qui lui avait été garantie par le traité de 1783, prononçant « l'union personnelle », traité toujours valable, mais qui a été systématiquement violé par tous les actes du gouvernement russe depuis un siècle. Naturellement les puissances représentées à La Haye n'auront pas même osé présenter cette requête au tsar, « fondateur de la Conférence de la Paix ».

La *Pologne*, à qui on a enlevé 22 voix à la Douma, n'est pas mieux traitée. La *Finlande* seule, où les femmes mêmes sont éligibles au Parlement, a su s'émanciper en 1904 et retrouver son gouvernement national.